

ROYAUME DE BELGIQUE
-----KONINKRIJK BELGIE
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 23 février 1999, d'une demande d'avis sur :

- 1° un projet d'arrêté royal "instaurant les conditions requises relatives à la formation et l'expérience professionnelles pour l'exercice de la profession de détective privé" (L. 28.897/2/V),
- 2° un projet d'arrêté royal "relatif à l'agrément des formations et des certificats en vue d'exercer la profession de détective privé" (L. 28.898/2/V),

a donné le 30 août 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantie-kamer, op 23 februari 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over :

- 1° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective" (L. 28.897/2/V),
- 2° een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de erkenning van de opleidingen en de getuigschriften voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective" (L. 28.898/2/V),

heeft op 30 augustus 1999 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Les projets faisant l'objet des demandes d'avis L. 28.897/2/V et L. 28.898/2/V ont tous deux pour objet d'exécuter l'article 3, § 1er, 4°, de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, qui dispose que l'autorisation d'exercer la profession de détective privé n'est accordée au demandeur ayant un lieu d'établissement en Belgique que s'il satisfait "aux conditions de formation et d'expérience professionnelles arrêtées par le Roi".

Plusieurs dispositions du projet L. 28.897/2/V renvoient à l'arrêté royal du 14 septembre 1992 relatif à la délivrance d'un certificat en vue d'exercer la profession de détective privé et à l'agrément des organismes autorisés à délivrer ce certificat. L'article 9 du projet L. 28.898/2/V abroge toutefois ce dernier arrêté.

Compte tenu de ce que les deux projets procèdent de la même habilitation légale, et afin d'éviter de telles incohérences, mieux vaudrait fondre les deux arrêtés en un seul qui abrogerait l'arrêté royal du 14 septembre 1992 et qui serait intitulé :

"Arrêté royal fixant les conditions de formation et d'expérience professionnelles requises pour l'exercice de la profession de détective privé.".

2. Le projet L. 28.897/2/V entend transposer, en ce qui concerne la profession de détective privé, la directive 92/51/CEE du Conseil en date du 18 juin 1992

.../...

concernant un deuxième régime général d'agrément des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE du Conseil.

Ces directives visent à permettre, au nom de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services, l'exercice d'une profession pour laquelle un Etat membre exige un titre ou une qualification particulière, par des personnes ayant acquis une formation équivalente dans un autre Etat membre.

a) La loi du 19 juillet 1991 précitée prévoit de manière distincte la formation requise pour exercer la profession de détective privé, selon que le demandeur de l'autorisation a ou n'a pas un lieu d'établissement en Belgique.

Dans le premier cas, le demandeur doit "satisfaire aux conditions de formation et d'expérience professionnelles arrêtées par le Roi" (article 3, § 1er, 4°) et, dans le second, il doit "avoir suivi avec succès la formation prévue conformément au § 1er, 4°, ou avoir bénéficié d'une formation équivalente" (article 3, § 2, 5°).

La directive 92/51/CEE ne prévoit pas qu'un Etat membre d'accueil puisse exiger des conditions de formation différentes selon que le ressortissant d'un Etat membre souhaite exercer cette profession au nom de la liberté d'établissement ou de la libre prestation de services.

Les arrêtés en projet ne font pas non plus une telle distinction. La question qui se pose est de savoir si

.../...

le Roi peut ne pas faire cette distinction sans modification préalable de la loi du 19 juillet 1991.

Rien ne s'oppose à ce que le Roi, lorsqu'Il arrête les conditions de formation et d'expérience professionnelles requises pour exercer la profession de détective privé conformément à l'article 3, § 1er, 4°, de la susdite loi, prévoie dans quelles conditions des formations acquises dans un autre Etat membre peuvent être jugées équivalentes à celles qu'Il définit.

La distinction prévue par la loi subsisterait pour les demandeurs qui, ne désirant pas s'établir en Belgique, mais seulement y prêter des services en tant que détective privé, pourraient, le cas échéant, être autorisés à le faire en faisant état d'une formation qui aurait été acquise dans un Etat non-membre ou qui, bien qu'ayant été acquise dans un Etat membre, ne satisferait pas aux conditions prévues par la directive, et serait néanmoins jugée équivalente par le Roi, en application de l'article 3, § 2, 4°, de la loi.

b) La directive 92/51/CEE prévoit, par ailleurs, des règles de reconnaissance différentes selon que l'Etat membre d'accueil exige, pour l'exercice d'une profession déterminée, un diplôme, un certificat ou d'autres qualifications.

Le projet L. 28.897/2/V entend appliquer à la reconnaissance des formations équivalentes à celle requise pour l'exercice de la profession de détective privé, les règles prévues au Chapitre V de la directive, intitulé "Système de reconnaissance lorsque l'Etat membre d'accueil exige la possession d'un certificat".

.../...

Il ne semble pas que la formation requise par le présent projet, en son état actuel, puisse être assimilée à un "certificat" au sens de la directive précitée.

En effet, la définition que donne du "certificat" l'article 1er, b), de la directive implique un cycle d'études ou de formation professionnelle, un stage ou une période de pratique professionnelle accomplie "après avoir suivi un cycle d'études secondaires".

La formation, telle qu'elle est prévue dans les textes soumis au Conseil d'Etat, ne peut être assimilée à un enseignement secondaire ou post-secondaire, puisque aucun diplôme sanctionnant des études primaires, secondaires ou supérieures n'est requis pour participer à cette formation.

Le "certificat" prévu par les projets pour exercer la profession de détective privé doit, dès lors, plutôt être considéré, au regard de la directive 92/51/CEE, comme une "attestation de compétence", laquelle est définie comme étant :

"tout titre :

- qui sanctionne une formation ne faisant pas partie d'un ensemble constituant un diplôme au sens de la directive 89/48/CEE ou un diplôme ou un certificat au sens de la présente directive;

ou

- délivré à la suite d'une appréciation des qualités personnelles, des aptitudes ou des connaissances du demandeur, considérées comme essentielles pour l'exercice d'une profession par une autorité désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives d'un Etat membre, sans que la preuve d'une formation préalable ne soit requise;"

.../...

Le projet L. 28.897/2/V ne peut dès lors prévoir que, pour exercer la profession de détective privé, le demandeur doit justifier, à défaut du "certificat" délivré par un organisme agréé, d'un diplôme ou certificat qui satisfasse aux conditions de l'article 6, alinéa 1er, a) ou b), de la directive (1).

En vertu de l'article 8 de la directive,

"Lorsque dans un Etat membre d'accueil, l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession d'une attestation de compétence, l'autorité compétente ne peut refuser à un ressortissant d'un Etat membre, pour défaut de qualification, d'accéder à cette profession ou de l'exercer dans les mêmes conditions que les nationaux :

(1) Il est à noter que même si le "certificat", requis par le présent projet, répondait à la définition de l'article 1er, b), de la directive, le projet ne serait pas pour autant conforme à la directive dans la mesure où il ne prévoit pas expressément l'hypothèse de l'article 6, alinéa 1er, b), de la directive; l'article 1er, 5°, du projet définit en effet le "titre de formation étranger" comme étant un "diplôme" ou un "certificat", alors qu'en vertu de l'article 6, alinéa 1er, b), de la directive, le titre de formation délivré par un Etat membre dont un ressortissant peut se prévaloir pour accéder à la profession dans un autre Etat membre qui exige la possession d'un certificat, ne doit pas nécessairement être lui-même un "diplôme" ou un "certificat" au sens de la directive.

a) si le demandeur possède l'attestation de compétence qui est prescrite par un autre Etat membre pour accéder à cette même profession sur son territoire, ou l'y exercer, et qui a été obtenue dans un autre Etat membre

ou

b) si le demandeur justifie de qualifications obtenues dans d'autres Etats membres,

et donnant des garanties équivalentes, notamment en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, à celles exigées par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat membre d'accueil.

Si le demandeur ne justifie pas de cette attestation de compétence ou de telles qualifications, les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat membre d'accueil s'appliquent."

Il résulte de cette disposition, notamment, que si le demandeur d'une autorisation d'exercer la profession de détective privé justifie d'une attestation de compétence l'autorisant à exercer cette profession dans un autre Etat-membre, aucun stage d'adaptation ni épreuve d'aptitude ne peut lui être imposé au motif que cette attestation ne présenterait pas les mêmes garanties que les titres de formation délivrés conformément à la législation belge.

Par contre, la formation requise par les projets examinés pour pouvoir exercer la profession de détective privé pourrait être considérée comme justifiant l'octroi d'un certificat, au sens de la directive communautaire précitée, si l'acquisition de cette formation supposait préalablement l'obtention d'un diplôme d'études secondaires, inférieures ou supérieures.

.../...

3. L'article 2, § 1er, du projet L. 28.897/2/V prévoit que "nul ne peut exercer la profession de détective privé s'il n'est détenteur d'un certificat". Ce certificat aurait une durée de validité de cinq ans.

a) Le paragraphe 2 du même article dispose que celui qui a suivi avec fruit la "formation de base" reçoit un "certificat de formation de base pour l'exercice de la profession de détective privé".

En vertu du paragraphe 4 en projet, le détective doit, dès la cinquième année de son autorisation, disposer en permanence d'"un certificat de recyclage pour l'exercice de la profession de détective privé".

La question de savoir si, d'une manière générale, les articles 2 et 3 de la loi du 19 juillet 1991 autorisent le Roi à soumettre le renouvellement de l'autorisation à la condition de suivre une formation de recyclage fait actuellement l'objet d'un moyen invoqué à l'appui d'un recours en annulation introduit devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté royal du 9 juin 1997 modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1992 relatif à la délivrance d'un certificat en vue de l'exercice de la profession de détective privé et à l'agrément des organismes autorisés à délivrer ce certificat.

Lorsqu'un litige est en cours devant la section d'administration du Conseil d'Etat, il est d'usage que la section de législation s'abstienne de formuler des observations qui la conduiraient nécessairement à prendre position

.../...

sur les questions posées devant la juridiction administrative et, par suite, à préjuger l'issue de celui-ci.

Aussi la section de législation s'abstiendra-t-elle d'émettre une opinion sur cette question, sans que son silence puisse être interprété dans un sens ou dans l'autre.

b) Le paragraphe 3 entend dispenser du "certificat de formation de base pour l'exercice de la profession de détective privé", d'une part, ceux qui bénéficient de la mesure transitoire prévue à l'article 22, § 1er, de la loi (1) et, d'autre part, ceux qui sont titulaires d'un titre de formation étranger équivalent ou qui ont acquis une expérience professionnelle dans un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange (2).

Par contre, le projet n'entend pas, semble-t-il, dispenser ces mêmes personnes de l'obligation de disposer du "certificat de recyclage" dès la cinquième année qui suit l'octroi de la première autorisation. L'article 2, § 4, dernière phrase, prévoit en effet que "tout détective privé

(1) L'article 22, § 1er, de la loi du 19 juillet 1991 dispose : "Le détective qui exerçait déjà ses activités professionnelles le 15 avril 1991, ne doit pas satisfaire à la condition de formation visée respectivement à l'article 3, § 1er, 4° et à l'article 3, § 2, 5°, s'il a demandé l'autorisation visée à l'article 2, au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente disposition."

(2) Voir l'observation sur l'article 1er, 5°, du projet L. 28.897/2/V, infra.

doit disposer en permanence de ce certificat dès la cinquième année qui suit l'octroi d'une autorisation" (1).

En ce qui concerne les détectives qui exerçaient déjà cette activité professionnelle à la date du 15 avril 1991 et qui ont introduit une demande d'autorisation au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la loi, une telle obligation est, en toute hypothèse, contraire à l'article 22 de la loi précitée qui les dispense de toute condition de formation.

Par ailleurs, en ne prévoyant pas la possibilité pour les détectives d'acquérir dans d'autres Etats membres les qualifications de recyclage requises, le projet n'est pas non plus conforme à la directive 92/51/CEE précitée.

Il en va ainsi particulièrement des détectives qui, sans avoir de lieu d'établissement en Belgique, y exercent cette profession au titre de la libre prestation de services. Pour eux, le projet est également contraire à l'article 3, § 2, 5°, de la loi du 19 juillet 1991 qui les autorise à faire valoir une formation équivalente à celle reconnue en Belgique.

4. Les projets examinés soulèvent une question de répartition des compétences entre l'autorité fédérale et les autorités communautaires, la première pouvant régler la

(1) Comparez le paragraphe 2, dernière phrase et le paragraphe 3.

matière de l'accès à la profession et, les secondes, la matière de l'enseignement.

Plus concrètement, la question est de savoir si les arrêtés examinés peuvent subordonner l'accès à la profession de détective privé à l'organisation d'une formation répartie sur deux années de cours et comprenant, à la fois, des matières en rapport avec la profession et des exercices de technique professionnelle et pratiques, dont une partie peut être organisée sous la forme d'un stage, ceci sans empiéter sur les compétences des Communautés en matière d'enseignement.

La même question se pose lorsque les arrêtés prévoient l'agrément des organismes de formation qui souhaiteraient pouvoir dispenser cette formation et l'institution d'une "Commission formation de détectives privés" au sein du ministère de l'Intérieur chargée, notamment, de conseiller le ministre en ce qui concerne le détail des programmes des cours de formation et l'agrément des formations ainsi que l'appréciation des organismes de formation.

Selon la jurisprudence de la Cour d'arbitrage,

"La compétence attribuée (par l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988) au législateur fédéral comprend le pouvoir de fixer des règles en matière d'accès à certaines professions, de fixer des règles générales ou des exigences de capacités propres à l'exercice de certaines professions et de protéger des titres professionnels.".

.../...

A cet égard, la Cour ajoute :

"Il échet d'opérer une nette distinction entre une législation en matière d'enseignement, d'une part, et une réglementation de l'accès aux professions, d'autre part. La façon dont s'acquiert un diplôme ou un grade académique constitue une matière d'enseignement. Subordonner l'accès à une profession à la détention de tel diplôme ou grade académique, c'est régler les conditions d'accès à la profession." (1).

Il ressort de l'économie générale des arrêtés examinés que la volonté des auteurs des projets n'est pas d'organiser un enseignement concurrent de celui qui est ou serait organisé par les Communautés ou par des établissements d'enseignement agréés par elles, ni de créer des diplômes sanctionnant un enseignement. Il s'agit exclusivement de faire dépendre l'accès à la profession de détective privé d'exigences de capacité professionnelle, supposant un certain nombre de connaissances théoriques et pratiques en rapport direct avec la profession de détective privé, et de procéder à la vérification de celles-ci dans le chef de ceux qui entendent exercer cette profession.

(1) Voir C.A. arrêt n° 120/98 du 3 décembre 1998. Dans le même sens, voir les arrêts n° 78/92 du 17 décembre 1992 et n° 67/99 du 17 juin 1999.

Ainsi interprétés les arrêtés examinés ressortissent à la compétence des autorités fédérales (1).

-
- (1) La situation n'est guère différente de celle qui se présente dans d'autres professions réglementées. Citons à titre d'exemples :
- la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route (qui habilite le Roi à déterminer la liste des matières faisant l'objet des cours et des examens pour la délivrance du certificat de capacité professionnelle, ainsi que les modalités d'organisation des cours et des examens);
 - la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante (qui habilite le Roi à fixer le programme des connaissances de gestion de base ainsi que les titres, délivrés par un établissement d'enseignement ou de formation organisé, reconnu ou subventionné par l'Etat, les Communautés ou les Régions, et dont le port permet d'apporter la preuve de ces connaissances de gestion);
 - l'arrêté royal du 14 janvier 1993 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle d'esthéticien(ne) dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat (qui détermine les connaissances professionnelles théoriques et pratiques requises, les diplômes, brevets, certificats de fin d'études ou certificats de réussite d'une épreuve devant un jury central permettant d'apporter la preuve des connaissances professionnelles, ainsi que les modalités de l'apprentissage pratique de deux ans dans une section d'école technique ou professionnelle);
 - ou encore l'arrêté ministériel du 1er août 1996 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les personnes et les services ou organismes qui dispensent la formation et les personnes qui font passer les examens ou tests, nécessaires pour l'obtention du certificat de formation A.D.R.

.../...

C'est sous le bénéfice de ces observations générales que sont formulées les observations particulières ci-après.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule (1)

Alinéa 1er

Cet alinéa doit être omis car la directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE (2), ne constitue pas un des fondements juridiques du texte en projet; l'identification de la directive précitée à l'article 1er, 1°, en projet, satisfait à l'obligation de référence formulée par l'article 17, 1., alinéa 2, de cette même directive.

(1) Les observations relatives au préambule portent sur celui figurant en tête du projet L. 28.897/2/V. Ce préambule revu en fonction desdites observations serait appelé à devenir le préambule de l'arrêté fusionnant les deux arrêtés en projet (voir observation générale n° 1).

(2) L'auteur du projet veillera à reproduire l'intitulé exact de cette directive tel qu'il est formulé ci-devant.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 1er)

Cet alinéa sera mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, notamment l'article 3, §§ 1er, 4°, et 2, 5°, modifié par la loi du 30 décembre 1996;"

Alinéa 2 (nouveau)

Un nouvel alinéa rédigé comme suit sera inséré :

"Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1992 relatif à la délivrance d'un certificat en vue de l'exercice de la profession de détective privé et à l'agrément des organismes autorisés à délivrer ce certificat, modifié par l'arrêté royal du 9 juin 1997;"

Alinéa 4

Cet alinéa doit être omis car la communication du texte de l'arrêté royal à la Commission européenne, prescrite par l'article 17, 2, de la directive 92/51/CEE, aura lieu après son adoption et ne constitue pas, dès lors, une formalité préalable.

.../...

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 4)

Cet alinéa sera rédigé comme suit :

"Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur;".

Dispositif

(Observations relatives au projet L. 28.897/2/V)

Article 1er

1. Au 1°, mieux vaut écrire :

"1° La directive : la directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 concernant un deuxième système général d'agrément des formations professionnelles qui complète la directive 89/48/CEE;".

2. Au 5°, la section de législation se demande s'il n'est pas préférable de lire "de l'Espace économique européen" au lieu "d'un Etat de l'Association européenne de libre échange".

3. En outre, in fine, il y a lieu d'écrire "par l'article 6, alinéa 1er, a) ou b) de la directive.

.../...

Article 3

1. Cet article gagnerait en lisibilité s'il était scindé en plusieurs articles.

2. Au paragraphe 1er, il n'est pas d'usage de donner dans un arrêté ayant vocation à la permanence l'adresse d'un service administratif. Il suffit d'indiquer que la correspondance doit être adressée au Ministre de l'Intérieur.

3. Au 3° du même paragraphe, il y a lieu d'écrire : "... aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives ... (la suite comme au projet)".

4. Au 5°, alinéa 1er, l'usage de la conjonction "et/ou" est à proscrire. Il y a lieu de la remplacer par la conjonction "ou".

5. Au 5°, alinéa 2, b), la disposition manque de clarté. Le texte gagnerait à être réécrit en ayant notamment égard à l'article 10 de la directive 92/51/CEE, précitée.

.../...

Dispositif

(Observations relatives au projet L. 28.898/2/V)

Article 1er

Cette disposition doit être omise. En effet, il n'appartient pas au pouvoir exécutif de décider de maintenir en vigueur ou d'abroger des dispositions législatives, ce pouvoir revenant au législateur lui-même.

Article 4

Au paragraphe 2, alinéa 1er, la seconde phrase est incompréhensible et doit, dès lors, être revue.

Article 5

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, 5°, 6° et 7°, le texte en projet ne fournit aucune explication quant aux critères de représentativité des organismes de formation et quant au mode de présentation de leurs délégués.

Article 8

Les prérogatives dont sont investis les fonctionnaires et agents chargés de veiller à l'application de la loi et de ses arrêtés d'exécution sont déterminées à l'article 17 de la loi du 19 juillet 1991 précitée. Il

.../...

n'appartient pas au Roi de régler cette matière. Le paragraphe 1er de l'article examiné doit, dès lors, être omis.

OBSERVATIONS FINALES

Le texte français des projets est une copie littérale du texte néerlandais. Il est entaché de nombreuses fautes de terminologie et d'orthographe et devra être substantiellement revu afin de les corriger et, par la même occasion, de supprimer les divergences de sens entre les versions française et néerlandaise des projets.

Pour ne donner que trois exemples :

1. à l'article 2, § 1er, alinéa 2, les mots "délivrés en sanctionnement de cette formation" doivent être remplacés par les mots "qui sanctionnent cette formation";
2. à l'article 3, § 1er, la traduction française des cours relevant de la formation générale doit être revue. Ainsi, les mots néerlandais "toepassing" et "toegepaste" doivent être traduits d'une manière appropriée dans chaque énumération où ils apparaissent, le mot "juridiques" doit être remplacé par le mot "judiciaires" au I. A., f), en projet et les règles d'orthographe, notamment celles relatives à la marque du pluriel, doivent être respectées;
3. comme divergence de sens, il y a lieu de citer l'article 4, § 1er, alinéa 2;

.../...

4. le texte néerlandais de plusieurs dispositions des deux projets laisse à désirer, du point de vue de la correction de la langue. A ce sujet, il est renvoyé aux observations qui ont été faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De twee ontwerpen waarop de adviesaanvragen L. 28.897/2/V en L. 28.898/2/V betrekking hebben, strekken er beide toe uitvoering te geven aan artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, dat bepaalt dat de vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen slechts verleend wordt aan de aanvrager die een vestigingsplaats in België heeft, indien hij voldoet "aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en- ervaring".

Verschillende bepalingen van ontwerp L. 28.897/2/V verwijzen naar het koninklijk besluit van 14 september 1992 betreffende de uitreiking van het getuigschrift voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective en de erkenning van de instellingen gemachtigd om dit getuigschrift af te leveren. Artikel 9 van ontwerp L. 28.898/2/V heft evenwel dat besluit op.

Doordat de twee ontwerpen op dezelfde door de wet verleende machtiging berusten, en om zulke inconsistenties te voorkomen, is het verkieslijk de beide besluiten samen te brengen in één ontwerp, dat het koninklijk besluit van 14 september 1992 zou opheffen en het volgende opschrift zou dragen :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective.".

.../...

2. Ontwerp L. 28.897/2/V heeft ten doel, wat het beroep van privé-detective betreft, richtlijn 92/51/EG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel van erkenning van beroepsopleidingen, ter aanvulling van Richtlijn 89/48/EEG, om te zetten.

Uit hoofde van de vrijheid van vestiging en van het vrije verkeer van diensten wordt met die richtlijnen beoogd dat een beroep waarvoor een bepaalde Lid-Staat een titel of een bijzondere kwalificatie vergt, uitgeoefend kan worden door personen die in een andere Lid-Staat een gelijkwaardige opleiding gekregen hebben.

a) De voormelde wet van 19 juli 1991 voorziet voor de uitoefening van het beroep van privé-detective in opleidingsvoorwaarden die verschillen naargelang de aanvrager van de vergunning al dan niet in België een vestigingsplaats heeft.

In het eerste geval moet de aanvrager "voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -ervaring" (artikel 3, § 1, 4°) en in het tweede moet hij "met goed gevolg de ingevolge § 1, 4°, bepaalde opleiding beëindigd of een gelijkwaardige opleiding genoten hebben" (artikel 3, § 2, 5°).

Richtlijn 92/51/EG bepaalt niet dat een ontvangende Lid-Staat verschillende opleidingsvoorwaarden mag stellen naargelang de onderdaan van een Lid-Staat dat beroep wenst uit te oefenen uit hoofde van de vrijheid van vestiging of van het vrije verkeer van diensten.

.../...

In de ontworpen besluiten wordt evenmin zulk een onderscheid gemaakt. De vraag rijst of de Koning er zich van mag onthouden dat onderscheid te maken, zonder een voorafgaande wijziging van de wet van 19 juli 1991.

Niets staat eraan in de weg dat de Koning, wanneer Hij overeenkomstig artikel 3, § 1, 4°, van de bewuste wet, de voorwaarden inzake beroepsopleiding- en ervaring vaststelt om het beroep van privé-detective uit te oefenen, bepaalt onder welke voorwaarden opleidingen genoten in een andere Lid-Staat gelijkwaardig kunnen worden geacht aan die welke Hij bepaalt.

Het door de wet bepaalde onderscheid zou blijven bestaan voor aanvragers die zich niet in België wensen te vestigen, maar er alleen als privé-detective diensten willen verrichten, doordat ze in voorkomend geval toestemming zouden krijgen om zulks te doen, door gewag te maken van een opleiding die in een niet-Lid-Staat genoten is of die, al is ze wel in een Lid-Staat ontvangen, niet voldoet aan de voorwaarden van de richtlijn, en toch door de Koning, met toepassing van artikel 3, § 2, 4°, van de wet, geacht zou worden gelijkwaardig te zijn.

b) Richtlijn 92/51/EG bepaalt overigens stelsels van erkenning die verschillen naargelang de ontvangende Lid-Staat voor de uitoefening van een bepaald beroep een diploma, een certificaat of andere kwalificaties eist.

.../...

Ontwerp L. 28.897/2/V heeft ten doel de bepalingen van Hoofdstuk V van de richtlijn, met als opschrift "Stelsel van erkenning wanneer de ontvangende Lid-Staat het bezit van een certificaat eist", toe te passen op de erkenning van opleidingen die gelijkwaardig zijn aan die welke voor de uitoefening van het beroep van privé-detective vereist is.

De opleiding waarin het onderhavige ontwerp voorziet, lijkt bij de huidige stand ervan niet met een "certificaat" in de zin van de voormelde richtlijn te kunnen worden gelijkgesteld.

De definitie die in artikel 1, b), van de richtlijn van "certificaat" gegeven wordt, impliceert immers een studie- of beroepsopleidingscyclus, een stage of periode van praktijkervaring "na een secundaire studiecycclus te hebben gevolgd".

De opleiding, zoals ze bepaald wordt in de ontwerpen die om advies aan de Raad van State voorgelegd zijn, kan niet worden gelijkgesteld met secundair of postsecundair onderwijs aangezien voor deelneming aan die opleiding geen diploma vereist is dat uitgereikt wordt na een lagere, secundaire of hogere studie.

Het in de ontwerpen genoemde "getuigschrift" voor de uitoefening van het beroep van privé-detective dient derhalve, uit het oogpunt van richtlijn 92/51/EEG, veeleer als een "bekwaamheidsattest" te worden beschouwd, dat omschreven is als volgt :

.../...

"alle titels :

- waarmee een opleiding wordt afgesloten en die geen deel uitmaken van een geheel dat een diploma in de zin van Richtlijn 89/48/EEG of een diploma of een certificaat in de zin van de onderhavige richtlijn vormt dan wel;
- die zijn afgegeven naar aanleiding van een beoordeling van de persoonlijke kwaliteiten, de bekwaamheden of de kennis van de aanvrager, die voor de uitoefening van een beroep van essentieel belang worden geacht door een overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van een Lid-Staat aangewezen instantie, zonder dat het bewijs van een voorafgaande opleiding is vereist;"

In ontwerp L. 28.897/2/V mag dan ook niet bepaald worden dat de aanvrager voor de uitoefening van het beroep van privé-detective, bij gebrek aan het door een erkende instelling uitgereikte "getuigschrift", een diploma of getuigschrift dient over te leggen dat voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 6, eerste alinea, a) of b), van de richtlijn (1).

(1) Er dient te worden opgemerkt dat, zelfs als het in het onderhavige ontwerp voorgeschreven "getuigschrift" beantwoordde aan de omschrijving in artikel 1, b), van de richtlijn, het ontwerp dan nog niet overeen zou stemmen met de richtlijn, doordat het niet uitdrukkelijk voorziet in het geval dat wordt bepaald in artikel 6, eerste alinea, b), van de richtlijn; in artikel 1, 5°, van het ontwerp wordt de "buitenlandse opleidingstitel" immers omschreven als een "diploma" of een "getuigschrift", terwijl krachtens artikel 6, eerste alinea, b), van de richtlijn, de door een Lid-Staat uitgereikte opleidingstitel waarop een onderdaan zich kan beroepen om toegang te hebben tot het beroep in een andere Lid-Staat die het bezit van een certificaat eist, niet noodzakelijkerwijs zelf een "diploma" of een "certificaat" in de zin van de richtlijn dient te zijn.

Artikel 8 van de richtlijn bepaalt het volgende :

"Wanneer in de ontvangende Lid-Staat de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep afhankelijk wordt gesteld van het bezit van een bekwaamheidsattest, mag de bevoegde instantie een onderdaan van een Lid-Staat de toegang tot of de uitoefening van dat beroep onder dezelfde voorwaarden als die welke voor eigen onderdanen gelden, niet weigeren wegens onvoldoende kwalificaties :

a) indien de aanvrager in het bezit is van het bekwaamheidsattest dat door een andere Lid-Staat is voorgeschreven om tot dat zelfde beroep op zijn grondgebied te worden toegelaten dan wel dat beroep aldaar uit te oefenen, en dat in een andere Lid-Staat behaald is,

of

b) indien de aanvrager in andere Lid-Staten behaalde kwalificaties overlegt,

welke in het bijzonder met betrekking tot de gezondheid, de veiligheid, de milieubescherming en de consumentenbescherming garanties bieden die gelijkwaardig zijn aan de garanties welke op grond van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de ontvangende Lid-Staat zijn vereist.

Kan de aanvrager een dergelijk bekwaamheidsattest of dergelijke kwalificaties niet overleggen, dan zijn de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de ontvangende Lid-Staat van toepassing."

Uit die bepaling volgt inzonderheid dat, als de aanvrager van een vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen, een bekwaamheidsattest overlegt op grond waarvan hij dat beroep in een andere Lid-Staat mag uitoefenen, er hem geen aanpassingsstage of

.../...

proeve van bekwaamheid mag worden opgelegd om reden dat dit attest niet dezelfde waarborgen zou bieden als de overeenkomstig de Belgische wetgeving afgegeven opleidingstitels.

Er zou daarentegen kunnen worden aangenomen dat de opleiding die in de onderzochte ontwerpen voorgeschreven wordt voor de uitoefening van het beroep van privé-detective de toekenning wettigt van een certificaat, in de zin van de voormelde communautaire richtlijn, indien voor het ontvangen van die opleiding vooraf een diploma van het lager of hoger secundair onderwijs vereist zou zijn.

3. In artikel 2, § 1, van ontwerp L. 28.897/2/V staat dat "niemand (...) het beroep van privé-detective (mag) uitoefenen tenzij hij houder is van een getuigschrift". Dat getuigschrift zou vijf jaar geldig zijn.

a) Paragraaf 2 van hetzelfde artikel bepaalt dat diegene die met goed gevolg de "basisopleiding" gekregen heeft, (...) een "getuigschrift van basisopleiding voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective" ontvangt.

Krachtens de ontworpen paragraaf 4 dient de privé-detective, vanaf het vijfde jaar na de toekenning van zijn vergunning, permanent over een "getuigschrift van bijscholing voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective" te beschikken.

.../...

De vraag of de Koning algemeen gesproken op basis van de artikelen 2 en 3 van de wet van 19 juli 1991 de vernieuwing van de vergunning mag verbinden aan de voorwaarde een bijscholingsopleiding te ontvangen, is thans aangevoerd in een middel ter adstructie van een bij de Raad van State ingesteld beroep tot nietigverklaring van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1992 betreffende de uitreiking van het getuigschrift voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective en de erkenning van de instellingen gemachtigd om dit getuigschrift af te leveren.

Wanneer bij de afdeling administratie van de Raad van State een geschil hangende is, is het gebruikelijk dat de afdeling wetgeving zich ervan onthoudt opmerkingen te maken waarbij ze noodzakelijkerwijs een standpunt zou innemen over de aan het administratieve rechtscollege voorgelegde vragen en daardoor, zou vooruitlopen op de afloop ervan.

De afdeling wetgeving zal er zich derhalve van onthouden over deze zaak een mening te uiten, zonder dat haar stilzwijgen in de ene of de andere zin uitgelegd mag worden.

b) Paragraaf drie heeft tot doel vrij te stellen van het bezit van het "getuigschrift van basisopleiding voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective", enerzijds degenen die de in artikel 22, § 1, van de wet bepaalde

.../...

overgangsmaatregel genieten (1), en anderzijds degenen die houder zijn van een gelijkwaardige buitenlandse opleidings-titel of beroepservaring opgedaan hebben in een Lid-Staat van de Europese Unie of van de Europese Vrijhandels-associatie (2).

Het ontwerp lijkt daarentegen niet tot doel te hebben diezelfde personen te ontslaan van de verplichting om te beschikken over het "getuigschrift van bijscholing" vanaf het vijfde jaar na de toekenning van de eerste vergunning. Artikel 2, § 4, laatste zin, bepaalt immers dat "elke privé-detective (...) uiterlijk vanaf het vijfde jaar na de eerste toekenning van een vergunning permanent over een dergelijk getuigschrift (dient) te beschikken" (3).

Wat betreft de detectives die deze beroeps-activiteit reeds op 15 april 1991 uitoefenden en uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van de wet een ver-gunningsaanvraag ingediend hebben, is zulk een verplichting

(1) Artikel 22, § 1, van de wet van 19 juli 1991 bepaalt : "De detective die zijn beroepsactiviteiten reeds uitoefende op 15 april 1991 moet niet voldoen aan de opleidingsvoorwaarde, respectievelijk bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, en in artikel 3, § 2, 5°, indien hij de in artikel 2 bedoelde vergunning heeft aan-gevraagd uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van deze bepaling."

(2) Zie de opmerking over artikel 1, 5°, van ontwerp L. 28.897/2/V, infra.

(3) Vergelijk paragraaf 2, laatste zin, en paragraaf 3.

in ieder geval in strijd met artikel 22 van de voormelde wet, die hen van iedere opleidingsvoorwaarde vrijstelt.

Het ontwerp is overigens evenmin conform de voormelde richtlijn 92/51/EEG, doordat het niet bepaalt dat de detectives in andere Lid-Staten de vereiste bijscholingskwalificaties kunnen verwerven.

Dit is inzonderheid het geval met de detectives die, zonder in België een vestigingsplaats te hebben, er dat beroep uitoefenen uit hoofde van het vrije verkeer van diensten. Wat hen betreft, is het ontwerp eveneens strijdig met artikel 3, § 2, 5°, van de wet van 19 juli 1991, op grond waarvan ze een opleiding mogen laten gelden die gelijkwaardig is aan de in België erkende opleiding.

4. De onderzochte ontwerpen stelt de kwestie van de verdeling van de bevoegdheden over de federale overheid en de gemeenschappen aan de orde, waarbij de eerste de aangelegenheid van de toegang tot het beroep mag regelen en de tweede de aangelegenheid van het onderwijs.

Meer concreet rijst de vraag of de onderzochte besluiten de toegang tot het beroep van privé-detective afhankelijk mogen stellen van de organisatie van een opleiding die verdeeld is over twee cursusjaren en die tegelijkertijd vakken in verband met het beroep en beroepstechnische oefeningen en practica omvat, welke opleiding gedeeltelijk als stage kan worden gegeven, zonder inbreuk te

.../...

maken op de bevoegdheden van de Gemeenschappen voor onderwijs.

Dezelfde vraag rijst in verband met de bepalingen van de besluiten betreffende de erkenning van de opleidingsinstellingen die die opleiding zouden willen verstrekken en de oprichting van een "Commissie opleiding privé-detectives" bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken, die er inzonderheid mee belast wordt de minister te adviseren over de bijzonderheden van de programma's van de opleidingscursussen en de erkenning van de opleidingen, alsmede over de beoordeling van de opleidingsinstellingen.

Volgens de rechtspraak van het Arbitragehof

"(omvat) de (door artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988,) aan de federale wetgever toegewezen bevoegdheid (...) onder meer de bevoegdheid om regels vast te stellen inzake de toegang tot bepaalde beroepen, om algemene regels of bekwaamheidseisen voor te schrijven in verband met de uitoefening van sommige beroepen en om beroepstitels te beschermen.".

In dit verband voegt het Hof eraan toe :

"Er dient een duidelijk onderscheid te worden gemaakt tussen de onderwijswetgeving, enerzijds, en een regeling van de toegang tot beroepen, anderzijds. Hoe

.../...

men een diploma of een academische graad verkrijgt, is een onderwijsaangelegenheid. De toegang tot een beroep afhankelijk stellen van het bezit van een dergelijk diploma of een dergelijke academische graad, komt neer op het regelen van de vestigingsvoorwaarden." (1).

Uit de algemene strekking van de onderzochte besluiten valt af te leiden dat de stellers van de ontwerpen niet beogen onderwijs te organiseren dat concurreert met het onderwijs dat door de gemeenschappen of door die gemeenschappen erkende onderwijsinstellingen georganiseerd wordt of zou worden, noch diploma's te creëren die na afloop van een opleiding uitgereikt worden. Het gaat er uitsluitend om de toegang tot het beroep van privé-detective te verbinden aan vereisten inzake vakbekwaamheid, die enige theoretische en praktische kennis impliceert die rechtstreeks op het beroep van privé-detective betrekking heeft, en na te gaan of degenen die dat beroep wensen uit te oefenen voldoen aan die voorwaarden.

(1) Zie Arbitragehof arrest nr. 120/98 van 3 december 1998. In dezelfde zin, zie de arresten nr. 78/92 van 17 december 1992 en nr. 67/99 van 17 juni 1999.

Volgens die uitlegging vallen de onderzochte besluiten onder de bevoegdheid van de federale overheid (1).

Onder voorbehoud van die algemene opmerkingen worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

-
- (1) De situatie verschilt nauwelijks van die in andere gereguleerde beroepen. Wij citeren als voorbeeld :
- de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg (die de Koning machtigt de lijst met de leerstof van de cursussen en de examens te bepalen met het oog op de afgifte van het getuig-schrift van vakbekwaamheid, alsmede de wijze waarop de cursussen en de examens worden ge-organiseerd);
 - de programmawet van 10 februari 1998 tot be-vordering van het zelfstandig ondernemerschap (die de Koning machtigt het programma van de basis-kennis van het bedrijfsbeheer vast te stellen, alsmede de akten, afgegeven door een door de Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten ge-organiseerde, erkende of gesubsidieerde onder-wijs- of opleidingsinstelling, door het bezit van welke akten het bewijs van die kennis van het beheer geleverd kan worden);
 - het koninklijk besluit van 14 januari 1993 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van schoonheidsspecialist(e) in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen (dat de vereiste theoretische en praktische beroepskennis bepaalt, de diploma's, brevetten, eindgetuigenschappen of getuigenschappen waaruit blijkt dat (de betrokkene) voor een centrale examencommissie geslaagd is voor een examen over de vakkennis, alsmede de wijze waarop (hij) gedurende twee jaar een praktische leertijd dient te doorlopen in een afdeling van een technische school of vakschool);
 - of nog het ministerieel besluit van 1 augustus 1996 tot vaststelling van de voorwaarden, gesteld aan de personen en de diensten of instellingen die het onderricht verstrekken, en aan de personen die de examens of tests afnemen, nodig voor het be-komen van het ADR - opleidingsgetuigenschap.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGENAanhef (1)Eerste lid

Dit lid dient te vervallen omdat richtlijn 92/51/EEG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel van erkenning van beroepsopleidingen, ter aanvulling van richtlijn 89/48/EEG (2), niet een van de rechtsgronden van de ontworpen regelgeving vormt; door het aangeven van de voormelde richtlijn in het ontworpen artikel 1, 1°, is voldaan aan de verplichting tot verwijzing die gesteld is in artikel 17, 1., tweede alinea, van diezelfde richtlijn.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt)

Dit lid zou beter als volgt gesteld worden :

-
- (1) De opmerkingen over de aanhef hebben betrekking op de aanhef vooraan in ontwerp L. 28.897/2/V. Die aanhef, aangepast op grond van de bewuste opmerkingen, zou de aanhef moeten worden van het besluit waarin de twee ontworpen besluiten samengebracht zullen zijn (zie algemene opmerking nr. 1).
- (2) De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat hij het juiste opschrift van die richtlijn overneemt, zoals het hiervoor aangegeven is.

.../...

"Gelet op de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, inzonderheid op artikel 3, §§ 1, 4°, en 2, 5°, gewijzigd bij de wet van 30 december 1996;".

Tweede lid (dat nieuw is)

Een nieuw als volgt gesteld lid dient te worden ingevoegd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 14 september 1992 betreffende de uitreiking van het getuigschrift voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective en de erkenning van de instellingen gemachtigd om dit getuigschrift af te leveren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 juni 1997;".

Vierde lid

Dit lid dient te vervallen omdat de mededeling van de tekst van het koninklijk besluit aan de Europese Commissie, die voorgeschreven is bij artikel 17, lid 2, van richtlijn 92/51/EEG, plaatsheeft nadat het besluit vastgesteld is en derhalve geen voorafgaand vormvereiste is.

.../...

Vijfde lid (dat het vierde lid wordt)

Dit lid dient als volgt gesteld te zijn :

"Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken;".

Dispositief

(Opmerkingen over ontwerp L. 28.897/2/V)

Artikel 1

1. In onderdeel 1° is het beter te schrijven :

"1° De richtlijn : richtlijn 92/51/EEG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel van erkenning van beroepsopleidingen, ter aanvulling van richtlijn 89/48/EEG;".

2. De afdeling wetgeving vraagt zich af of in onderdeel 5° niet beter zou staan : "de Europese economische ruimte" in plaats van "een Staat van de Europese Vrijhandelsassociatie".

.../...

3. Daarenboven dient men in fine "genoemd in artikel 6, eerste alinea, a) of b), van de richtlijn" te schrijven.

Artikel 3

1. Een onderverdeling in afzonderlijke artikelen zou dit artikel leesbaarder maken.

2. In een besluit dat bedoeld is om een blijvende toestand te vestigen is het niet gebruikelijk om het adres van een overheidsdienst op te geven, zoals in paragraaf 1. Het is voldoende te vermelden dat alle post aan de Minister van Binnenlandse Zaken gericht dient te worden.

3. In onderdeel 3° van dezelfde paragraaf dient in de Franse tekst te staan : "... aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives ...".

4. In het eerste lid van onderdeel 5° dient het gebruik van de voegwoordcombinatie "en/of" te worden afgekeurd. Ze dient te worden vervangen door het voegwoord "of".

.../...

5. De bepaling van onderdeel 5°, tweede lid, b), is niet duidelijk. Ze zou beter herschreven worden, inzonderheid met inachtneming van artikel 10 van de voormelde richtlijn 92/51/EEG.

Dispositief

(Opmerkingen over ontwerp L. 28.898/2/V)

Artikel 1

Deze bepaling dient te vervallen. De uitvoerende macht mag immers niet besluiten dat wetsbepalingen van kracht blijven of opgeheven worden, een bevoegdheid die aan de wetgever zelf toekomt.

Artikel 4

De tweede zin van het eerste lid van paragraaf twee is onbegrijpelijk en dient derhalve te worden herschreven.

Artikel 5

De ontworpen bepaling van paragraaf 1, eerste lid, onderdelen 5°, 6° en 7°, bevat geen uitleg over de criteria voor de representativiteit van de opleidingsinstellingen en de wijze van voordracht van de vertegenwoordigers ervan.

.../...

Artikel 8

De prerogatieven van de ambtenaren en beambten die belast zijn met het toezicht op de toepassing van de wet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden bepaald in artikel 17 van de voormelde wet van 19 juli 1991. Het staat niet aan de Koning die aangelegenheid te regelen. Paragraaf 1 van het onderzochte artikel dient derhalve te vervallen.

SLOTOPMERKINGEN

De Franse tekst van de ontwerpen is een letterlijke weergave van de Nederlandse tekst. Hij bevat talrijke fouten tegen de terminologie en tegen de spelling en dient grondig te worden nagekeken om die te verbeteren en tegelijkertijd de verschillen in betekenis tussen de Franse en de Nederlandse versie weg te werken.

Drie voorbeelden volstaan :

1. in artikel 2, § 1, tweede lid, moeten in de Franse tekst de woorden "délivrés en sanctionnement de cette formation" te worden vervangen door de woorden "qui sanctionnent cette formation";
2. in artikel 3, § 1, dient de Franse vertaling van de cursussen algemeen vormende opleiding te worden herzien. Zo behoren de woorden "toepassingen" en "toegepaste" adequaat in het Frans te worden vertaald in

.../...

elke opsomming waarin ze voorkomen. In de ontworpen Nederlandse tekst van I. A., f), moet het woord "juridische" worden vervangen door het woord "gerechtelijke" en in de ontworpen Franse tekst moeten de spellingregels worden nageleefd, inzonderheid die betreffende de aanduiding van het meervoud;

3. als verschil in betekenis dient artikel 4, § 1, tweede lid, te worden vermeld.
4. De Nederlandse tekst van menige bepaling van de beide ontwerpen is ondeugdelijk uit een oogpunt van correct taalgebruik. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen wordt op het volgende opmerkzaam gemaakt :

Ontwerp L. 28.897/2/V

Artikel 1

In 4° schrijve men "afgegeven" in plaats van "afgeleverd", dat in casu verkeerd gebruikt is. Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp, telkens wanneer het gaat om getuigschriften, diploma's e.d. Nog in 4° behoort het voorzetsel "aan" na het woord "conform" te vervallen.

.../...

In 5° schrijve men "wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen" in plaats van "wettelijke en bestuurlijke bepalingen" en in de Franse tekst "dispositions légales, réglementaires ou administratives" in plaats van "dispositions légales et administratives".

Artikel 2

In paragraaf 3, 1) moet de hilarische wending "die de gunst genoten heeft van artikel ..." door een passende Nederlandse wending vervangen worden.

In paragraaf 4 schrijve men : "die aan de vervaldatum ... voorafgaat" in plaats van "die de vervaldatum ... voorafgaat"

Artikel 3

In paragraaf 1, eerste lid, luidt de correcte wending : "die een beroep doet op" in plaats van "die beroep doet op". In het tweede lid schrijve men : "Het verzoekschrift en de bijlagen worden opgesteld in het Nederlands, het Frans of het Duits of gaan vergezeld van ...". Wederom in het tweede lid, onder a), 5°, schrijve men : "... het collegedictaat door middel waarvan ... mogelijk is" in plaats van "... cursusnota's die ... mogelijk maakt."

.../...

In paragraaf 2, derde lid, a), schrijve men "verschillen onder" in plaats van "verschillen in", alsook "die welke" in plaats van "deze die", dat niet correct is. Eveneens in a) schrijve men "slaagt voor" in plaats van "slaagt in". De laatste opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

Ontwerp L. 28.898/2/V

Artikel 2

Wat de term "afgeleverd" betreft, zij verwezen naar de opmerkingen gemaakt over ontwerp L. 28.897/2/V.

Artikel 3

Het is niet duidelijk waarom in paragraaf 1, I, A. ineens met de term "vorming" gewerkt wordt als tegenhanger van het Frans "formation". In paragraaf 1, II, schrijve men "maximaal 50 uren georganiseerd kunnen worden in de vorm van" in plaats van "maximum 50 uren kunnen georganiseerd worden onder de vorm van". In paragraaf 3 schrijve men "minimaal" in plaats van "minimum". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

Artikel 4

Paragraaf 1

Wat het eerste lid betreft, zij ten aanzien van de wending "slagen in de examens" verwezen naar de opmerkingen gemaakt over ontwerp L. 28.897/2/V. Aangezien alleen personen geëxamineerd kunnen worden schrijve men : "de vakken waarover examen is afgelegd". In het tweede lid schrijve men "uiterlijk", niet "ten laatste".

Paragraaf 2

In het derde lid, 2°, moet de in casu niet-correcte wending "geniet van de uitzondering" vervangen worden door een correcte formulering.

Het hele verdere ontwerp, dat nog talrijke taalfouten bevat, zou zorgvuldig verbeterd moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LEWALLE,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée par M. B. RONGVAUX,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld door de
H. B. RONGVAUX, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la ver-sion
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY, conseiller
d'Etat.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

R. ANDERSEN